

Les frontières russes entre effets d'héritages et nouvelles polarités

L'éclatement de l'Union soviétique (URSS) s'est accompagné d'une formidable ouverture sur le monde, ouverture ressentie comme une grande liberté, notamment pour les territoires et les républiques périphériques de l'ancien espace soviétique. En effet, pendant soixante-dix ans de fermeture des frontières externes de l'URSS, les régions frontalières n'étaient pas des espaces d'échange et de contact, mais se trouvaient au contraire au "bout du monde soviétique".

Sommaire

[Les frontières avec l'étranger proche : l'enjeu idéologique](#)
[L'importance des contentieux frontaliers](#)

[Notes et bibliographie](#) | [citer cet article](#)

L'éclatement de l'Union soviétique (URSS) s'est accompagné d'une formidable ouverture sur le monde, ouverture ressentie comme une grande liberté, notamment pour les territoires et les républiques périphériques de l'ancien espace soviétique. En effet, pendant soixante-dix ans de fermeture des frontières externes de l'URSS, les régions frontalières n'étaient pas des espaces d'échange et de contact, mais se trouvaient au contraire au "bout du monde soviétique". Elles regardaient moins vers le monde extérieur tout proche, que vers Moscou qui était, d'une certaine façon, la seule véritable ville-frontière de l'URSS, non seulement par l'intensité des liaisons aériennes qui la reliaient au reste de la planète, mais également parce que la capitale soviétique était le passage obligé pour l'obtention d'un précieux et souvent inaccessible visa.

En 1991, les frontières extérieures se sont ouvertes, laissant passer les migrants et les marchandises, les informations et la connaissance du monde lointain [2]. Les ports, les aéroports et les gares ferroviaires à desserte régionale sont tout à coup devenus internationaux [3]. L'ex-URSS exporte alors une partie de son capital humain et financier et, surtout, ses ressources en Occident. Elle en importe les produits finis.

Mais cette ouverture sur le monde lointain s'est paradoxalement accompagnée d'une fermeture sur le monde proche du fait de l'apparition de nouvelles frontières internationales au sein de l'espace ex-soviétique. Ce qui était hier le centre urbain le plus proche devient une ville étrangère de l'autre côté de la frontière. Ce qui était division administrative invisible devient frontière internationale plus ou moins difficile à franchir. Les voisins et les amis, le frère ou les cousins ont soudain un passeport étranger et vivent dans un autre pays alors même que personne ne s'est déplacé ! Quant à ceux qui se déplacent réellement, ils deviennent des "émigrés-immigrants" internationaux alors qu'ils ne faisaient auparavant que changer d'affectation ou de lieu de résidence.

La circulation des hommes et surtout des marchandises se fait plus difficile, l'outil industriel est éclaté entre les différentes républiques qui ont hérité de tout ce qui se trouvait sur leur territoires respectifs. Les pays héritiers de l'ex-URSS ne peuvent faire face à ce gigantesque défi : gérer simultanément la transition brutale d'une économie planifiée vers une économie capitaliste et l'éclatement des structures politiques, économiques et sociales donnant naissance à quinze nouveaux États. Le choc entraîne une crise généralisée. Crise économique et sociale grave, crise identitaire tout aussi profonde, nécessité de revoir les représentations du monde et de s'y insérer, nécessité de réaménager les territoires, dont les infrastructures étaient conçues dans le cadre d'un État unitaire et fortement centralisé et qui ont été séparées entre les nouveaux États indépendants.

Dans ce contexte, la Russie, puissance héritière de l'URSS (et avant elle de l'Empire russe) est non seulement confrontée à l'ensemble de ces défis, communs à toutes les républiques ex-soviétiques, mais elle doit en plus assumer des frontières qui sont perçues très négativement par la majorité de la société russe car synonymes de rétrécissement de l'espace impérial tel qu'il continuait d'exister sous sa forme soviétique. Vladimir Poutine a exprimé de manière abrupte cette vision des choses en qualifiant la chute de l'URSS de "plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle" [4].

La Russie hérite des frontières de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR), l'une des quinze républiques fédérées constitutives de l'ex-Union Soviétique. Ces frontières ont subi de très nombreux redécoupages au gré des priorités politiques de l'ère soviétique. Ainsi, les frontières de la nouvelle Russie ne correspondent ni à un précédent historique (pas de retour à une quelconque situation pré-soviétique), ni à la répartition de la population russe au sein de l'ex-URSS. Des régions majoritairement peuplées de Russes appartiennent désormais à des États indépendants (Crimée, régions septentrionales du Kazakhstan...) et la Russie inclut d'importantes régions non-russes (Nord-Caucase...). En 1991, environ 25 millions de Russes se retrouvent en dehors des frontières de la Fédération de Russie, tandis que les minorités ethniques forment environ 20% de la population totale du nouvel État.

En réalité, la Russie a hérité de deux types de frontières. D'un côté, les frontières qui avaient déjà le statut de frontières internationales sous l'URSS et qui n'ont pas posé de problème d'appropriation de la part de la société russe, tant elles lui étaient familières en tant que frontières "extérieures". Elles délimitent les espaces septentrionaux et orientaux de la Russie, s'étendant de l'oblast de Leningrad (frontière finlandaise) à l'Altaï (frontière chinoise) en passant par les immenses façades maritimes arctiques et pacifiques. Elles comprennent sept frontières interétatiques avec la Finlande, la Norvège, les États-Unis, le Japon, la Corée du Nord, la Chine et la Mongolie. De l'autre, les frontières avec les républiques ex-soviétiques qui faisaient figure de simples limites administratives sous l'URSS. Elles s'étendent sur les flancs occidental et méridional de la Russie, de l'oblast de Leningrad (frontière avec l'Estonie) à la région de l'Altaï (frontière avec le Kazakhstan) en passant par le Caucase ainsi que les façades maritimes sur le mer Noire et Caspienne.

Les frontières terrestres de la Fédération de Russie



Réalisation : H. Parmentier, ENS de Lyon, DGESCO

En dehors de "l'exclave" de Kaliningrad, frontalière de la Pologne et de la Lituanie, elles comprennent sept frontières inter-étatiques avec l'Estonie, la Lettonie, la Biélorussie, l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. Ce sont elles qui ont nécessité un difficile processus d'appropriation, tant en termes de gestion de la part de l'État russe, que d'acceptation du "rétrécissement du territoire" qu'elles signifiaient pour la société russe.

Cependant, ces deux grands types de frontières sont concernés par des problématiques communes. Moscou doit non seulement faire face aux conséquences d'une ouverture sans précédent aux échanges économiques transfrontaliers et aux migrations mais il lui faut également régler de nombreux contentieux frontaliers afin de normaliser ses relations avec les États voisins.

Les frontières avec l'étranger proche : l'enjeu idéologique

Cette question des nouvelles frontières de la Russie est l'un des enjeux idéologiques majeurs auxquels a été confrontée la société russe dans ses rapports au monde extérieur. Quelques grandes options se sont dessinées au sein des courants idéologiques les plus influents de la nouvelle Russie.

La Russie, État-nation ?

Le principal porte-parole d'une Russie État-nation est Alexandre Soljenitsyne [5]. Il fait partie de cette minorité de Russes à avoir perçu dans l'éclatement de l'URSS le moyen de se débarrasser du fardeau de l'Empire, imposé par ses dirigeants et menaçant son identité. Seulement la RSFSR, devenue la Fédération de Russie, est loin d'englober tous les Russes. Or, pour les rassembler dans un même État, il y a deux solutions : soit les Russes de l'étranger proche émigrent vers la Russie, soit la Russie vient à eux, autrement dit, elle annexe les territoires peuplés par des Russes. Soljenitsyne prône les deux solutions selon le contexte. Les Russes seraient "évacués" des États de la Transcaucasie et d'Asie Centrale où ils sont très minoritaires [6]. Au contraire, le Nord du Kazakhstan, peuplé en majorité de Russes, serait rattaché à la Russie. Cependant, les choses se compliquent pour la Biélorussie et l'Ukraine. Soljenitsyne revendique comme "russes" les territoires du Donbass, de la "Nouvelle Russie" et de la Crimée. Mais dans le même temps, il ne se résout pas à voir l'ancienne Russie, la "*Rus*" coupée en trois, affirmant que Petits-Russiens (Ukrainiens), Blancs-Russiens ((Biélorusses) et Grands-Russiens (Russes) appartiennent à un même peuple [7].

En fait, les propositions de Soljenitsyne butent sur un certain nombre de contradictions inhérentes à tout projet national russe. De fait, la "Russie aux Russes" est un projet impossible dans la mesure où nombre de minorités (Tatars, Mordves...) sont imbriquées au sein même des territoires à majorité russe. Soljenitsyne le reconnaît qui n'envisage pas d'autre solution que leur insertion dans l'État russe. L'État-nation Russie ne peut donc exister sans minorités, mais dans ce cas où fixer ses frontières ? Dans le Caucase, par exemple : quelles sont les régions qui peuvent devenir indépendantes (la Tchétchénie?) et celles qui malgré la présence de peuples non russes doivent appartenir à la Russie ? Enfin, pourquoi la Russie pourrait-elle englober d'autres peuples, alors que Soljenitsyne considère que les Russes n'ont pas vocation à vivre en tant que minorité dans des États devenus indépendants ?

La tentation impériale

Les néo-impérialistes russes considèrent que la Russie n'est pas et ne peut être un État-nation du fait de la diversité ethnique qui caractérise l'ensemble de son territoire. Dans le même temps, ils considèrent que la Russie ne peut se penser dans ses frontières actuelles et doit trouver le moyen d'intégrer son étranger proche d'une façon ou d'une autre. Ce projet s'appuie le plus souvent sur l'idée que la Russie appartient à une civilisation distincte de l'Occident (comme de l'Orient) et a une mission à remplir en tant que grande puissance. Les principaux porteurs du néo-impérialisme russe sont les néo-eurasistes [8] qui affirment que la Russie doit unifier sous sa houlette les peuples vivant sur les vastes étendues comprises entre l'Europe et l'Asie, et correspondant peu ou prou aux frontières de l'ex-URSS.

Le néo-impérialisme n'est pas le fait exclusif des néo-eurasistes. C'est ainsi que l'une des figures du libéralisme russe, Anatoly Tchoubaïss, prône la formation d'un "empire libéral" qui regrouperait autour de la Russie les républiques de la Communauté des États indépendants (CEI) [9] grâce à une domination économique et culturelle qui s'accompagnerait d'une démocratisation des espaces eurasiens sous l'impulsion de Moscou. [10]

Les pragmatiques

Les pragmatiques partagent le plus souvent avec les néo-eurasistes la volonté de rétablir l'influence de la Russie dans son étranger proche mais sans remettre en question les frontières héritées de la RSFSR. Cette position est avant tout celle des autorités russes actuelles. Leur

opportunisme a fait dire que le Kremlin n'a pas de vision stratégique à long terme. De fait, les autorités russes, qui s'en tiennent officiellement à la défense des intérêts de la Russie dans ses frontières actuelles, n'en suivent pas moins une politique qui oscille entre l'option nationale (mesures visant à favoriser le retour des Russes ethniques en Russie) et impériale (soutien aux républiques séparatistes géorgiennes). Mais le point central du programme des pragmatiques est que la Russie doit d'abord se relever dans cette configuration territoriale pour ensuite projeter sa puissance en dehors de ses frontières et notamment dans son étranger proche.

En attendant, les autorités russes sont confrontées aux enjeux concrets de la gestion des frontières de la nouvelle Russie. Moscou doit non seulement faire face aux conséquences d'une ouverture sans précédent aux échanges économiques transfrontaliers et aux migrations mais doit également gérer les problèmes d'aménagement du territoire nés de l'apparition de frontières avec les nouveaux États issus de l'ex-URSS. Il lui faut enfin régler de nombreux contentieux frontaliers pour normaliser ses relations avec les autres États de sa périphérie.

| Encadré 1. La Russie et ses périphéries : les solidarités régionales, entre alliances, dépendances et concertations

Communauté économique eurasiatique (ou eurasienne) - CEE (*Eurasian Economic Community - EAEC ou EurAsEC*)

- Objectifs - Créée en octobre 2000 sous l'égide de la Russie, elle a fusionné en octobre 2005 avec l'Organisation de coopération centrasiatique (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Russie). Elle a instauré un régime sans visas et réduit les droits de douane entre les États membres ; elle a un projet d'union douanière et de marché commun. Dans le cadre de la CEI, l'**union entre la Russie et la Biélorussie** a un large spectre (union douanière, militaire, de coopération économique, technologique, culturelle, etc.) son objectif initial (1999) étant de parvenir à une quasi-fusion entre les deux entités. Ce projet semble marquer le pas en 2009.
- Membres (juillet 2009) : 6 pays = Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Russie. L'Ouzbékistan entre en janvier 2006, après avoir dénoncé son appartenance au GUAM. Observateurs : Arménie, Moldavie, Ukraine
- Siège : Moscou - www.evrases.com

Communauté des États indépendants - CEI (*Commonwealth of Independent States - CIS*)

- Objectifs - Créée en décembre 1991 suite au démantèlement de l'URSS, elle regroupait onze des quinze Républiques soviétiques, puis douze, la Géorgie l'ayant rejointe en décembre 1993, à l'exception des trois États baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie). Le rôle dominant de la Russie dans l'organisation est contesté par certains autres membres. En projet, une zone de libre-échange.
- Membres (juillet 2009) : 12 pays = Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan (passé au statut de "membre associé" en août 2005), Ukraine
- Siège : Minsk (Biélorussie) - www.cis.minsk.by et www.cisstat.com

Conseil des États de la mer Baltique - CEMB (*Council of the Baltic Sea States - CBSS*)

- Objectifs - Initié en 1992 par l'Allemagne et le Danemark, il regroupe des pays proches de la Baltique situés à l'est et à l'ouest de l'Europe, afin de coordonner une coopération régionale d'abord économique, puis politique.
- Membres (juillet 2009) : 11 pays et la Commission européenne = Allemagne, Danemark, Estonie, Finlande, Islande (2006), Lettonie, Lituanie, Norvège, Pologne, Russie, Suède. Observateurs : États-Unis, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Slovaquie, Ukraine. Candidat : France
- Siège : Stockholm (Suède) - www.cbss.st

Coopération économique de la mer Noire - CEMN (*Black Sea Economic Cooperation - BSEC*)

- Objectifs : créée à Istanbul en juin 1992, à l'initiative de la Turquie, elle réunit des pays de l'est et de l'ouest de l'Europe dans un but de coopération économique, avec, en projet, une zone de libre-échange. Elle s'est institutionnalisée à Yalta (Ukraine) en juin 1998 avec l'adoption d'une charte.
- Membres (juillet 2009) : 12 pays = Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Géorgie, Grèce, Moldavie, Roumanie, Serbie, Russie, Turquie, Ukraine.
- Secrétariat : Istanbul (Turquie) - www.bsec-organization.org

GUAM (Géorgie Ukraine Azerbaïdjan Moldavie) - Organisation pour la démocratie et le développement-GUAM

- Objectifs - Conçu comme une union consultative en octobre 1997 par l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, le GUAM a pour objectif de renforcer la coopération politique, économique et stratégique entre ces quatre anciennes républiques soviétiques. Il avait pris le nom de GUUAM, du fait de l'adhésion de l'Ouzbékistan en avril 1999 qui s'est retiré en mai 2005, l'organisation a alors repris son nom originel. Elle se propose de lutter contre l'extrémisme religieux, le terrorisme et le trafic de drogue dans la région. En mai 2006, le GUAM, jusqu'à présent union informelle, acquiert le statut d'organisation internationale et établit son siège à Kiev. L'organisation change de nom pour devenir l'Organisation pour la démocratie et le développement-GUAM. Mais elle a débouché sur relativement peu de réalisations et d'actions concrètes.
- Membres (juillet 2009) : 4 pays = Azerbaïdjan, Géorgie, Moldavie, Ukraine. Observateurs : Lituanie, Pologne
- Siège : Kiev (Ukraine) - <http://guam-organization.org/en/node>

Organisation de coopération de Shanghai - OCS (*Shanghai Cooperation Organization*)

- Objectifs : le Groupe de Shanghai, structure informelle créée en 1996 pour régler des problèmes frontaliers, des problèmes de sécurité, et pour favoriser les relations économiques entre ses membres, s'est transformé en juin 2001 en Organisation de coopération de Shanghai.
- Membres (juillet 2009) : Chine, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan (2001), Russie, Tadjikistan. Observateurs : Inde, Iran, Mongolie, Pakistan
- Siège : Pékin - www.sectsco.org

Organisation du traité de sécurité collective - OTCS (*Collective Security Treaty Organization - CSTO*)

- Objectifs : Le traité de sécurité collective signé en 1992 sous l'égide de la Russie afin de coordonner une lutte commune contre le terrorisme, le trafic de drogue et le crime organisé est, de fait, le "bras armé" de la CEI. L'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ouzbékistan, qui avaient également signé ce traité, ont ensuite quitté l'organisation.
- Membres (juillet 2009) : Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie, Tadjikistan
- Siège : Moscou - www.dkb.gov.ru

La Fédération de Russie et ses périphéries : des solidarités régionales

Etats membres :	CEE EAEC	CEI CIS	CEMB CBSS	CEMN BSEC	GUAM	OCS SCO	OTCS CSTO
Albanie				X			
Allemagne			X				
Arménie		X		X			X
Azerbaïdjan		X		X	X		
Biélorussie	X	X					X
Bulgarie				X			
Chine						X	
Danemark			X				
Estonie			X				
Finlande			X				
Géorgie		X		X	X		
Grèce				X			
Islande			X				
Kazakhstan	X	X				X	X
Kirghizstan	X	X				X	X
Lettonie			X				
Lituanie			X				
Moldavie		X		X	X		
Norvège			X				
Ouzbékistan	X	X				X	
Pologne			X				
Roumanie				X			
Russie	X	X	X	X		X	X
Serbie				X			
Suède			X				
Tadjikistan	X	X				X	X
Turkménistan		X					
Turquie				X			
Ukraine		X		X	X		

Source : La Documentation française, abécédaire des organisations internationales

www.ladocumentationfrancaise.fr/monde/organisations/index.shtml

Réalisation : S. Tabarly, septembre 2009

Source principale : La Documentation française, abécédaire des organisations internationales

www.ladocumentationfrancaise.fr/monde/organisations/index.shtml

Synthèse et réalisation : S. Tabarly, septembre 2009

Les enjeux économiques

La réorganisation des infrastructures

Les infrastructures héritées de l'URSS et de l'Empire russe étaient conçues dans le cadre d'un État unifié selon une logique centre-périphérie transcendant les divisions administratives. Or, le centre russe a vu certains de ses liens avec les régions périphériques fragilisés par l'apparition des nouvelles frontières. C'est ainsi que les axes de communication terrestre entre Moscou et le Caucase russe passaient par le territoire ukrainien, tandis que la branche principale du Transsibérien passe par le Nord du Kazakhstan. Au début des années 1990, Moscou comptait sur le maintien de la libre circulation dans le cadre de la CEI pour régler ces questions.

Mais "les problèmes s'enveniment avec l'Ukraine, qui impose des contrôles sévères et des droits de transit jugés exorbitants. Dès 1994, la Russie réaménage une voie [ferrée] passant par son propre territoire afin de réduire les péages ainsi que les longues attentes à la douane." [11] De manière générale, la Russie entreprend de diminuer sa dépendance vis-à-vis des États de transit que ce soit pour les transports routiers et ferroviaires ou pour le transport des matières premières (gaz, pétrole) [12].

Le deuxième handicap majeur pour la Russie a été la perte de littoraux stratégiques sur la mer Noire et la mer Baltique. La moitié des capacités portuaires héritées de l'URSS se sont ainsi retrouvées en dehors des frontières russes à l'instar d'Odessa en Ukraine ou de Ventspils en Lettonie. Moscou a néanmoins préservé l'essentiel en gardant un accès à l'ensemble des bassins maritimes sur lesquels débouchait le territoire soviétique. Pour éviter les droits de transit sur l'exportation de ses matières premières, la Russie a pris la décision d'en réorienter les flux.

Les ports de Novorossiisk et de Saint-Pétersbourg ont été considérablement renforcés et la Russie a investi dans la création de nouvelles capacités portuaires à l'instar du grand port pétrolier de Primorsk, créé ex-nihilo sur le golfe de Finlande. Ses échanges par voie maritime qui étaient assurés pour plus de la moitié par des ports étrangers (baltes et ukrainiens) au début des années 1990, transitent désormais à plus de 80% par les ports russes, ce qui constitue l'un des principaux succès russes en termes d'adaptation des infrastructures aux nouvelles réalités géopolitiques. [13]

Vue du port d'Odessa



Cliché : D. Teurtrie, septembre 2004

Fondé à la fin du XVIIIe siècle par l'Empire russe, il est situé actuellement sur le territoire de l'Ukraine indépendante. La Russie lui préfère désormais le port de Novorossiisk situé sur la côte de la mer Noire qu'elle contrôle encore.

Ouverture aux échanges extérieurs et contrôle des frontières

Dans les années 1990, les frontières russes étaient d'une grande porosité du fait notamment du manque de moyens et des faibles revenus des gardes-frontières favorisant la corruption et les trafics en tout genre. De plus, le personnel douanier russe était mal préparé à la complexification des échanges transfrontaliers. La transition vers l'économie de marché a engendré la multiplication des acteurs économiques capables d'effectuer des opérations d'import-export avec une forte propension à utiliser des schémas opaques pour se soustraire aux taxes douanières et à l'impôt. Dans ce contexte, des trafics de toute sorte se sont développés à grande échelle. À l'exemple du bois sibérien livré à la Chine sans pratiquement aucun contrôle, de nombreuses autres ressources ont été exportées au détriment des intérêts réels de l'État russe.

Pour affirmer le contrôle de l'État fédéral sur les gardes-frontières ainsi que pour en renforcer la discipline et l'efficacité, Vladimir Poutine les a placés, en mars 2003, sous le commandement du FSB, les services secrets russes dont il est issu. Mais non content d'obtenir une prérogative aussi importante, notamment en terme de contrôle des relations économiques et financières avec l'étranger, le FSB a vu sa juridiction étendue sur des zones frontalières dites de "haute surveillance", soit une bande de territoire frontalier de 5 à 30 km de largeur, où il a pour mission de faire respecter un "régime frontalier" qui lui confère des pouvoirs accrus sur le contrôle des activités économiques, politiques et sociales.

La capacité de l'État russe à contrôler les flux économiques et migratoires a été particulièrement mise à mal dans le cas des frontières avec les ex-républiques soviétiques. Ces frontières ont posé de très importants défis dont beaucoup restent d'actualité : reconnaissance de leur tracé, leur démarcation (voir l'entrée "**tracés et bornage des frontières**" du glossaire du dossier *La frontière, discontinuités et dynamiques*) et la construction ex-nihilo de toutes les infrastructures douanières et frontalières. Il a fallu déterminer le degré d'ouverture de ces frontières tant pour

les flux de marchandises que pour les migrations. Dans un premier temps, Moscou a milité pour une ouverture maximale de ces nouvelles frontières afin de maintenir une forte intégration de l'espace post-soviétique que Moscou définit désormais comme son "étranger proche", concept qui correspond à la volonté de la Russie de garder une influence décisive sur cet espace (voir l'entrée "*étranger proche*" du glossaire). L'impossibilité pour les autorités russes de contrôler efficacement leurs nouvelles frontières internationales les a incitées, de manière pragmatique, à imposer à leurs partenaires de la CEI un contrôle commun des frontières extérieures de la Communauté, qui correspondent aux anciennes frontières de l'URSS, excepté les Républiques baltes. Dans les faits la Russie proposait à ses partenaires de déléguer la gestion de ces frontières dont les infrastructures avaient été construites sous l'URSS.

| Synapses Russie - Union européenne : anatomie de passages

Extraits des récits et documents d'une page du dossier "*La frontière, discontinuités et dynamiques*", rubrique "géographie vivante" (nouvelle fenêtre)

Franchir les frontières : mise en récits et en images (P. Orcier)

Les frontières Russie - Union européenne (États baltes et Finlande)



Réalisation : Pascal Orcier, 2009

Narva-Ivangorod : C'est sans doute le passage frontalier le plus connu et le plus emblématique de la frontière UE-Russie. De part et d'autre de la rivière Narva deux forteresses se font face, l'une en Estonie, l'autre en Russie ... [voir la suite](#) ...

Kybartai : Je suis arrivé par le train de Kaunas. La petite gare de Kybartai a été fraîchement repeinte à l'aide de crédits européens. Pas de consigne.

Kybartai est une petite ville coincée contre la frontière avec l'enclave russe de Kaliningrad. Tout le transit ferroviaire de l'enclave vers le reste de la Russie, et la Biélorussie la traverse. Certains quartiers se trouvent de l'autre côté de la voie ferrée, qu'il faut traverser par un passage à niveau. Les trains de marchandises se succèdent. ... [voir la suite](#) ...

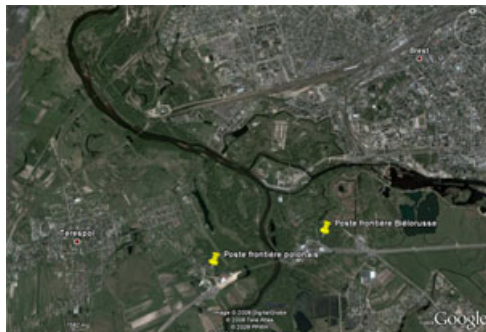
Svetogorsk-Imatra : Svetogorsk est le terminus des trains en provenance de Vyborg. Quand elle faisait partie de la Finlande Svetogorsk s'appelait Enso. Je suis accueilli par les immenses volutes que crache une usine de pâte à papier. Pas de consigne, mais deux employés qui jouent aux cartes dans un bureau me font signe de laisser ma valise dans un coin.


Les abords de la gare sont encombrés d'immenses tas de troncs d'arbres, que la Russie exporte pour alimenter l'industrie papetière finlandaise. La frontière est toute proche et sur le bord de la route, des panneaux indiquent les zones de douanes pour les véhicules qui viennent d'entrer en Russie. La rue principale de Svetogorsk est parcourue à intervalles réguliers par des camions, tous russes. Les bas côtés affaissés à cause de ces passages répétés... [voir la suite](#) ...

Mais la majorité des États de la CEI a décliné l'offre russe, ne souhaitant pas se défaire d'une dimension majeure de leur souveraineté. Seuls le Tadjikistan (jusqu'en 2005), la Biélorussie et l'Arménie ont accepté une gestion commune de leurs frontières extérieures avec respectivement l'Afghanistan, la Pologne et la Turquie et l'Iran. Cependant, devant la très forte augmentation des migrations, du trafic de drogue en provenance d'Afghanistan ainsi que la montée du danger terroriste et du trafic d'armes, la Russie a été contrainte de sécuriser ses frontières méridionales avec le Kazakhstan (plus longue frontière terrestre continue au monde : 6 846 km), l'Azerbaïdjan et la Géorgie. La Russie n'en a pas moins maintenu des liens privilégiés avec son étranger proche : au sein de la CEI, le déplacement des personnes bénéficie d'un régime sans visa (sauf avec la Géorgie et le Turkménistan) tandis que les flux de marchandises sont facilités,

particulièrement dans le cadre de la Communauté économique eurasiatique [14]. Seule la frontière russo-biélorusse reste "transparente" dans le cadre de la construction de "l'État commun" entre les deux pays.

La "frontière extérieure de l'Union Russie-Biélorussie"



 *Pointeur .kmz sur Brest / Terespol, postes frontières Biélorussie - Pologne (52° 4'21.45"N / 23°39'11.00"E)*

Cliché ci-contre : D. Teurtrie, avril 2007



Véhicules biélorusses chargés de marchandises achetées en Pologne (revendues ensuite sur les marchés en Biélorussie ou en Russie) et franchissant la "frontière extérieure de l'Union Russie-Biélorussie" avec l'Union Européenne (frontière polono-biélorusse à hauteur de Brest). Du côté biélorusse, cette frontière est gardée en commun avec la Russie, tandis que du côté polonais, elle bénéficie des financements de l'UE dans le cadre de l'insertion de la Pologne dans l'espace Schengen.

L'importance des contentieux frontaliers

Cependant, les frontières russes, qu'elles aient été limites administratives intérieures à l'URSS ou ses frontières internationales, ont un point commun au début des années 1990, c'est d'être largement contestées tant par la Russie que par ses voisins.

Lire aussi sur ce thème, une ressource plus récente : Ninon Briot, Jean-Benoît Bouron et Pauline Iosti, « **Les frontières disputées et conflictuelles dans le monde** », carte à la une de *Géoconfluences*, décembre 2021.

Les contentieux hérités de l'URSS

La Fédération de Russie a hérité des frontières extérieures de l'URSS qui faisaient pratiquement toutes l'objet de contentieux plus ou moins graves [15]. La situation était particulièrement défavorable en Extrême Orient avec la Chine et le Japon. Ce dernier revendique les îles Kouriles du Sud, faisant un préalable du règlement (en sa faveur) de cette question à la signature d'un traité de paix entre les deux pays, en suspens depuis la Seconde guerre mondiale. La Chine, de son côté, conteste le tracé de la frontière russo-chinoise dans la région du fleuve Amour, objet d'un grave conflit russo-soviétique dans les années 1970. Dans l'état de faiblesse dans lequel se trouvait la Russie au début des années 1990, Moscou ne pouvait se permettre de poursuivre une politique de confrontation avec les deux géants asiatiques.

Mais alors que les négociations russo-japonaises n'ont donné aucun résultat concret, le contentieux russo-chinois a été réglé dans un contexte de rapprochement sans précédent des

deux puissances. La Russie a accepté de faire des concessions jugées minimales (transfert de quelques îlots sur le fleuve Amour) à la Chine afin de signer un traité de démarcation de l'ensemble de la frontière russo-chinoise [voir Colin (S.), CERI, 2003]. L'important pour Moscou est d'avoir obtenu que Pékin reconnaisse ainsi l'appartenance de ces régions d'Extrême Orient à la Russie dans un contexte de montée en puissance de la Chine et de pression démographique chinoise sur ces territoires riches en matières premières mais peu peuplés.

Le règlement du contentieux russo-chinois renforce considérablement la position de la Russie dans les négociations avec le Japon, d'autant que Moscou souhaite maintenir son contrôle sur les Kouriles, îles stratégiques qui lui offrent un accès indépendant à l'Océan mondial.

Les Kouriles, périphéries insulaires de la Russie : le point de vue du Japon, entre mémoire et revendication, différentes formes d'expression d'un contentieux

Au Japon, tout particulièrement sur l'île d'Hokkaido, la mémoire des îles Kouriles méridionales, qu'ils appellent "Territoires du Nord" (Northern Territories / Hoppôryôdo), est entretenue de diverses manières, à travers différents "lieux de mémoire". Leur "restitution" est revendiquée par des organisations politiques à travers des mobilisations aux formes variées. Ces documents en donnent quelques illustrations.

1) "Transmettons la mémoire" : série de manifestations (août 2007) animées par une organisation revendiquant la souveraineté sur les Kouriles méridionales*.



2) "Marchons, marchons vers les îles" : dans ce contexte revendicatif, une randonnée été programmée le 9 septembre 2007*.

3) Près de Betsukai, groupe sculpté à l'entrée d'un musée entièrement consacré aux Territoires du Nord.



Les panneaux ci-dessous évoquent d'une manière plus ou moins "stylisée" les îles et ilôts revendiqués : Itouroup (Итуруп) ou Etorofu (エトロフ, Etorofu-tō) ; Kounachir (Кунашир) ou Kunashiri (クナシリ, Kunashiri-tō) ; Chikotan (シコタン ou シコタン, Chikotan-tō) ; le groupe des Habomai (ハボマイ ou ハボマイ, Habomai shotō).

4) "Revendiquons les Territoires du Nord"*



5) "Rendez-nous les Territoires du Nord". "Lorsque nous aurons récupéré les îles, l'amitié pourra se développer" (panneau situé à Nemuro, d'initiative communale).



Clichés et complément documentaire : S. Tabarly, août 2007

Le traité russo-japonais de 1855 accordait les îles Kouriles à la Russie à l'exception des quatre îles méridionales proches d'Hokkaido. En 1875, la Russie céda au Japon l'intégralité des îles Kouriles en échange de Sakhaline. La guerre russo-japonaise de 1905, puis la Seconde guerre mondiale ont compliqué la situation. Le traité de San Francisco (1951) stipulait en effet que les îles Kouriles devaient être cédées à la Russie. Mais le Japon considère que les îles Kouriles méridionales doivent lui revenir. Aux yeux des japonais, les quatre îles situées au sud de l'archipel des Kouriles se rattachent à Hokkaido.

Ce contentieux, dont les enjeux en termes de maîtrise des ressources (halieutiques, hydrocarbures) ne sont pas négligeables, est un des obstacles à la signature d'un traité de paix entre les deux pays. La situation reste tendue et les "incidents" ne sont pas rares. Ainsi, le 16 août 2006, un pêcheur japonais avait été abattu par des gardes-côtes russes, alors qu'il travaillait dans une zone dont la souveraineté est contestée. [16]

Traductions de Miyuki Yamamoto, documentaliste à l'Institut d'Asie orientale et de Cécile Asanuma-Brice (bureau Asie Nord du CNRS à Tokyo). Avec nos remerciements. <https://dri-dae.cnrs-dir.fr/spip.php?article1266> et <http://iao.ish-lyon.cnrs.fr/francais/index.html>

* Source des documents 1, 2 et 4 : Hoppouryou douhukkikiseidoumei (Ligue pour la restitution des territoires du nord, désignée comme Shakaihoujin, association, sur les deux affiches) ; le 28 mars 1963, cette Ligue a été réorganisée pour devenir une association de service public, reconnue par le ministère des affaires étrangères (Kouekihoujin). Elle reçoit son budget du département de Hokkaido et du gouvernement japonais.

Voir aussi, en corpus documentaire de ce dossier : *Nouveau front pionnier pétrolier et gazier dans l'Extrême-orient russe, Sakhaline*

Par ailleurs, la Russie a hérité de l'URSS un contentieux sur la délimitation de la frontière maritime avec les États-Unis. Les deux pays ont trouvé un terrain d'entente pour se partager le contrôle du détroit de Béring dès 1991, mais la Douma russe n'a jamais ratifié le traité, exigeant au préalable la ratification par les États-Unis de la convention de l'ONU sur le droit de la mer. L'enjeu est de taille puisque la Russie se fonde sur cette convention pour appuyer ses prétentions territoriales sur le bassin arctique, où elle souhaite repousser sa frontière maritime jusqu'au Pôle nord afin d'englober une zone d'environ 1,2 millions de km² ! Mais dans sa volonté de contrôler un territoire maritime dont les ressources seraient immenses, la Russie s'oppose notamment aux intérêts canadiens, norvégiens et... américains. [17]

Les contentieux avec l'étranger proche

Officiellement, la Russie n'a aucune prétention territoriale. Cependant, ses revendications territoriales sont régulièrement exprimées par des responsables politiques de premier plan, dont certaines rencontrent parfois le soutien de larges pans de la société russe. C'est le cas de la Crimée et de son grand port de guerre Sébastopol, qui font l'objet de spéculations régulières

tant en Russie, en Ukraine qu'en Occident. De fait, l'influent maire de Moscou, Youri Loujkov, s'est prononcé à de nombreuses reprises pour le rattachement de la Crimée à la Russie. L'argumentaire le plus souvent avancé est que la Crimée, outre qu'elle est majoritairement peuplée de Russes, faisait partie de la République soviétique de Russie jusqu'à ce que Nikita Khrouchtchev prenne la décision d'en "faire cadeau" à la République d'Ukraine en 1954 à l'occasion du tricentenaire du rattachement de l'Ukraine à l'Empire russe.

En Russie comme chez les séparatistes russes de Crimée, les partisans du "retour" de la Crimée prétendent que cette décision personnelle du dirigeant soviétique n'a pas de valeur légale. Et si, au niveau gouvernemental, les autorités russes répètent qu'elles n'ont pas l'intention de remettre en cause l'appartenance de la Crimée à l'Ukraine, il n'en reste pas moins que Moscou et Kiev ne parviennent toujours pas à s'entendre sur la frontière maritime au sein de la mer d'Azov, le contentieux portant avant tout sur le contrôle du détroit de Kertch (entre la Crimée et la péninsule russe de Taman). Ainsi, le plus grave incident frontalier entre la Russie et l'Ukraine a eu lieu en 2003, lorsque la Russie a entrepris de construire une digue afin de relier la péninsule de Taman à l'île de Touzla au centre du détroit.

Détroit de Kertch : localisations



Kiev y avait vu la volonté russe de remettre en cause sa souveraineté sur cet îlot stratégique. Depuis, la question du statut de la mer d'Azov reste une pomme de discorde entre la Russie et l'Ukraine. Moscou souhaite qu'elle conserve son statut de "mer intérieure" (russo-ukrainienne) afin d'en interdire l'accès aux navires de guerre étrangers, tandis que les autorités ukrainiennes préféreraient "l'internationaliser". Le contrôle de la mer d'Azov est d'autant plus stratégique pour la Russie qu'elle constitue le débouché sur la mer Noire du Système des cinq mers [18], ce qui permet notamment à la Russie de contrôler la seule voie d'eau qui relie la mer Caspienne aux espaces maritimes extérieurs.

Le contentieux russo-ukrainien autour de la Crimée se développe dans un contexte plus général de relations extrêmement complexes, liées notamment à la présence en Ukraine de la plus importante communauté russe à l'étranger et plus généralement de la difficulté pour une grande partie de la société russe d'accepter l'indépendance de l'Ukraine. La société ukrainienne est par ailleurs elle-même très partagée entre les forces politiques pro-russes, qui souhaitent maintenir une forte intégration politico-économique avec la Russie, et les forces dites nationalistes qui tiennent un discours d'hostilité assumée envers Moscou à l'instar du président Viktor Iouchtchenko, qui a multiplié les gestes de défiances, soutenant ouvertement la Géorgie dans le conflit russo-géorgien d'août 2008, ce qui a provoqué des tensions avec le premier-ministre Ioulia Timochenko prônant une approche plus équilibrée des rapports russo-ukrainiens (voir en corpus documentaire : **L'Ukraine : une périphérie en mouvement**).

De fait, la reconnaissance par la Russie de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie [19] a constitué un tournant dans les relations de la Russie avec son étranger proche. C'est la première fois que Moscou remet en cause les frontières héritées de l'URSS. Certes, officiellement, la Russie n'élargit pas ses propres frontières, mais, dans les faits, personne n'est dupe : on assiste à une annexion rampante des deux républiques dont les "frontières" seront protégées par des gardes-frontières russes, qui accueilleront plusieurs bases militaires russes, et dont les habitants, qui possèdent tous des passeports russes, dépendent en grande partie des ressources budgétaires allouées par la Fédération de Russie ! De fait, le retour de l'expansionnisme russe ne s'est pas effectué dans les régions où on l'attendait, c'est-à-dire les territoires majoritairement peuplés de Russes, mais bien dans le Caucase où ils sont très minoritaires. L'établissement de ces véritables protectorats sur des territoires peuplés

majoritairement de populations non-russes renvoie directement à un choix néo-impérial des rapports avec l'étranger proche.

Vingt années de conflits au Caucase



Carte réalisée par Manana Kouroubadzé

Documents tirés de :

Atlas géopolitique du Caucase. Russie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan : un avenir commun possible ?



Auteur : Jean Radvanyi, professeur à l'Inalco.

À paraître aux éditions Autrement à partir du 13 janvier 2010
www.autrement.com/index.php

Conséquences humaines des conflits dans le Caucase

Les cinq conflits majeurs dans le Caucase, 1991 à 2008

Conflit	Nombre de morts*	Refugiés et déplacés
Abkhazie (1992-1993)	8 100	250 000
Ossétie du sud (1991-1992 et 2008)	1 100	120 000
Ossétie du nord Ingouches (1992)	650	entre 34 000 et 70 000
Tchéchène (1994-1996 et 1999-2003)	50 000 à 100 000	600 000
Nord-Karabagh (1991-94)	40 000 à 50 000	Env. 1 200 000**

*Le nombre de victimes est très disputé en particulier pour les deux conflits tchéchènes
**y compris ceux originaires d'Arménie et d'Azerbaïdjan

Sources : V. Talikov et Wikipedia, différents articles, Tchérkassov Memorial pour les pertes en Tchétchène, rapports de HRW et ICJ.
Réalisation : J. Radvanyi, Atlas géopolitique du Caucase, Une montagne sous tension

À la fin des années 1980, le Caucase semble s'embraser. On relève alors des dizaines de foyers de tension et certains voient déjà se profiler un scénario de type balkanique, aussi bien en Russie qu'en Transcaucasie (la dénomination russe du sud-Caucase). (...)

En pop-up : voir la suite du texte de Jean Radvanyi pour les éditions Autrement

Mots clefs : Sud-Caucase, Transcaucasie, effet domino, "parades des souverainetés", conflits sécessionnistes, Tchétchènes, Daguestan, islamisme, etc.

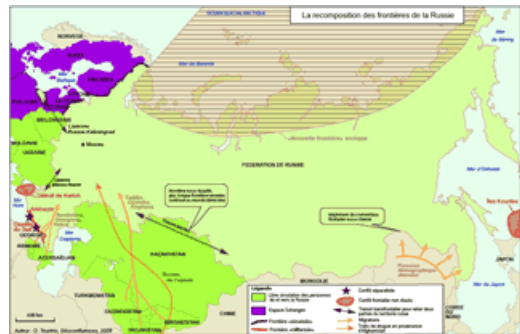
L'Observatoire des États post-soviétiques (Inalco) :
www.postsov.org/observatoirepostsov.html

Conclusion

Rompant en cela avec la période soviétique, les frontières russes se sont réellement ouvertes aux échanges extérieurs. Les Russes ont désormais la possibilité de voyager relativement librement. Mais, dans les faits, ce n'est que la frange de la population la plus aisée qui a les moyens de profiter de cette liberté.

Par ailleurs, le degré d'ouverture de ses frontières dépend des relations politico-économiques que la Russie entretient avec les pays voisins. Et si les frontières chinoises et même japonaises sont beaucoup plus faciles à franchir qu'auparavant, c'est l'évolution inverse qui prévaut avec les républiques ex-soviétiques, même s'il reste en général relativement simple de se rendre dans ces États, exception faite des pays baltes qui ont rejoint l'OTAN et l'UE. En effet, l'un des acquis du début des années 1990, l'ouverture des frontières vers l'Europe de l'Est, a progressivement été remis en cause pour les Russes du fait des élargissements successifs des structures euro-atlantiques. C'est particulièrement problématique dans le cas de Kaliningrad dont les relations avec le reste de la Russie sont considérablement gênées par l'entrée des pays baltes dans la zone Schengen.

Les espaces frontaliers de la Russie entre fermetures et ouvertures, synthèse



Réalisation : D. Teurtrie, 2009

Le degré d'ouverture actuel des frontières de la Russie est donc extrêmement variable. Cela va d'une frontière "transparente" avec la Biélorussie à une frontière militarisée avec la Géorgie en passant par les frontières "sécurisées" avec les ensembles euro atlantiques (Union européenne et OTAN). Plus largement, la Russie n'a toujours pas tranché entre une vision ouverte de ses frontières, qui ferait d'elle un pont eurasiatique captant une partie non négligeables des échanges entre l'Europe (premier pôle économique mondial) et l'Asie (premier marché émergent), et une vision plus isolationniste avec des frontières plus fermées [20], voire militarisées, dans le droit fil des traditions impériales et soviétiques.

Notes

[1] David Teurtrie, docteur en géographie, Institut National des Langues et Civilisations Orientales (Inalco, Paris).

En complément sur Géoconfluences (autres dossiers, nouvelles fenêtres) :

- [Comprendre la Lettonie, un pays des confins](#)
- [Océan Arctique : des frontières maritimes à l'épreuve d'une nouvelle donne climatique](#)

[2] Voir Tinguy (A.), *La Grande migration : La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Plon, 2004, 662 p.

[3] Voir "Les ouvertures" in Kolossov (V.) et alii, *Atlas de la Russie et des pays proches*, Reclus-La documentation française, 1995, pp. 182-183

[4] Ces propos ont été tenus par Vladimir Poutine à l'occasion d'un discours officiel devant le parlement de la Fédération de Russie le 25 avril 2005 : "Il faut reconnaître que l'effondrement de l'Union soviétique a été la plus grande catastrophe géopolitique du siècle. Pour le peuple russe, elle a été un véritable drame. Des dizaines de millions de nos concitoyens et de nos compatriotes se sont retrouvés en dehors du territoire de la Russie.". Le texte intégral du discours est accessible sur le site de la présidence russe à l'adresse suivante (en russe) : www.kremlin.ru/appears/2005/04/25/1223_type63372type63374type82634_87049.shtml

[5] Écrivain et dissident russe, ancien prisonnier du Goulag, Alexandre Soljenitsyne a révélé au monde les mécanismes du système concentrationnaire soviétique. Il a prôné par la suite le

retour de la Russie à ses racines culturelles paysannes et orthodoxes qu'il opposait à une libéralisation à l'occidentale.

[6] Soljénitsyne (A.), *Le "problème russe" à la fin du XXe siècle*, Fayard, 1994

[7] Soljenitsyne (A.), *Comment réaménager notre Russie ?*, Fayard, 1990

[8] Voir Kolombet (L.), *Le néo- Eurasisme : la renaissance d'une idée russe (1991-1996)*, mémoire de DEA, dir. Colas (D.), IEP, 1996, 111 p.

[9] La Communauté des États indépendants (CEI) regroupe l'ensemble des républiques ex-soviétiques à l'exception des républiques baltes qui ont rejoint l'UE et l'OTAN. Fin 2008, suite à la guerre qui l'a opposée à la Russie, la Géorgie a décidé de quitter la CEI mais elle reste *de facto* dépendante des grandes évolutions de cet ensemble.

[10] Chubaïs (A.), "Missija Rossii v XXI veke", *Nezavisimaja Gazeta*, 01/10/2003, p. 1

[11] Radvanyi (J.) :

- "Réseaux de transport, réseaux d'influence : nouveaux enjeux stratégiques autour de la Russie", *Hérodote*, n°104, 2002, p. 40

- "Les transports dans l'espace russe", *Bulletin de Liaison des Professeurs d'Histoire-Géographie de l'Académie de Reims*, N°25, 2001, www.crdp-reims.fr/ressources/brochures/blphg/bul25/radvanyi.htm

[12] Voir Vercueil (J.), sur Géoconfluences (autre dossier, nouvelle fenêtre) : Union européenne - Russie : des "politiques de voisinage" de l'énergie

[13] Voir Kolossov (V.) et alii, *La Russie : Espaces, villes, réseaux*, Editions du Temps, 2007, pp. 238-260 ; Radvanyi (J.), "Réseaux de transport, réseaux d'influence : nouveaux enjeux stratégiques autour de la Russie", *Hérodote*, n°104, 2002, pp. 38-65

[14] La Communauté économique eurasiatique (ou eurasienne), créée en 2001, rassemble six États membres de la CEI (Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan) qui souhaitent approfondir leurs liens économiques au sein d'une zone de libre échange en cours de formation

[15] Voir Radvanyi (J.), *La nouvelle Russie*, Armand Colin, 2007, pp. 15-16

[16] Autour des périphéries maritimes de la Russie du côté Pacifique, autres ressources :

- Yukiko Kuroiwa, Les relations russo-japonaises à l'ombre de leur contentieux territorial, *Outre-Terre - Revue française de géopolitique*, n° 19 2007/2

- Yumiko Yamada, Le litige des "Territoires du Nord", *Outre-Terre - Revue française de géopolitique*, n° 3 - 2003

[17] Convention de l'ONU sur le droit de la mer

[18] On donne le nom de "Système des Cinq Mers" à l'ensemble des canaux, fleuves (dont la Volga, épine dorsale du système) et rivières navigables unissant Moscou aux cinq mers ouvertes qui bordent le territoire de la Fédération de Russie : mer Baltique, mer Blanche, mer Caspienne, mer Noire et mer d'Azov.

[19] Le conflit d'août 2008 a d'abord opposé la Géorgie à la république séparatiste d'Ossétie du Sud. Les troupes géorgiennes ont déclenché une offensive contre la capitale ossète de Tskhinvali pour reprendre le contrôle du territoire sud-ossète. La Russie est alors intervenue par la force en repoussant les troupes géorgiennes d'Ossétie du Sud avant d'occuper une partie du territoire géorgien. Une fois le conflit terminé, les troupes russes sont restées stationnées dans les deux républiques séparatistes, tandis que Moscou en profitait pour reconnaître leur "indépendance".

[20] À la faveur de la crise économique de 2008 - 2009, le gouvernement russe a pris un ensemble de mesures protectionnistes dont la plus emblématique a été l'augmentation, quasi-réhibitoire, des droits de douanes sur les importations de véhicules d'occasion, le plus souvent d'origine japonaise. Cette mesure a suscité le mécontentement en Extrême orient russe (région

de Khabarovsk) où la population préfère les véhicules japonais d'occasion et de bonne qualité à leurs équivalents russes de qualité moindre et qui sont fabriqués dans la lointaine Russie européenne et sont renchérissés par des coûts de transport élevés.

David Teurtrie,

Docteur en géographie, Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO, Paris).

*avec une contribution de **Jean Radvanyi***

Édition et mise en web : Sylviane Tabarly

Pour citer cet article :

David Teurtrie, avec une contribution de : et Jean Radvanyi, « **Les frontières russes entre effets d'héritages et nouvelles polarités** », *Géococonfluences*, septembre 2009.
<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/etpays/Russie/RussieScient4.htm>